



# Assemblée générale

Distr. limitée  
18 décembre 2001  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-sixième session**  
**Cinquième Commission**  
Point 125 de l'ordre du jour  
**Barème des quotes-parts**  
**pour la répartition des dépenses**  
**de l'Organisation des Nations Unies**

**Projet de résolution présenté par le Président**  
**à l'issue de consultations officielles**

## **Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses** **de l'Organisation des Nations Unies**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné le rapport du Comité des contributions<sup>1</sup>,*

1. *Rappelle* sa résolution 55/5 A du 26 octobre 2000;
2. *Prie* le Secrétaire général de mettre à jour les données figurant dans les annexes à son rapport sur l'application de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies<sup>2</sup>;
3. *Considère* que les échéanciers pluriannuels, à condition qu'ils soient établis avec soin, pourraient être utiles en ce sens qu'ils permettraient aux États Membres de démontrer qu'ils seraient déterminés à régler leurs arriérés, conformément à l'Article 19 de la Charte, ce qui faciliterait l'examen des demandes de dérogation par le Comité des contributions, et prie le Secrétaire général de proposer des directives à ce sujet, par l'intermédiaire du Comité des contributions;
4. *Estime* qu'il serait utile que les États Membres remettent au Secrétariat un échéancier de paiement ou des indications d'intentions concernant le règlement de leurs arriérés, et encourage les États Membres en mesure de le faire à communiquer ces indications;

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 11 et additif et rectificatif (A/56/11 et Add.1 et Add.1/Corr.1).

<sup>2</sup> A/55/789.



5. *Demande instamment* à tous les États Membres de verser leurs quotes-parts intégralement, ponctuellement et sans condition, afin d'éviter à l'Organisation des Nations Unies les difficultés qu'elle éprouve actuellement;

6. *Prie* le Secrétaire général de proposer ou d'envisager de nouvelles mesures visant à encourager les États Membres ayant des arriérés de paiement à en réduire le montant et, à terme, à les éliminer, et de lui faire rapport à ce sujet durant la partie principale de sa cinquante-septième session afin qu'elle examine les mesures en question à la reprise de sa cinquante-septième session.

---